

vent parfaitement être manœuvrés.

Imaginons aujourd'hui que, trust par trust ou branche par branche, les travailleurs postés des engrais, du ciment, du pétrole, etc. se voient « accorder » la cinquième équipe et la semaine de travail de 33 heures 36 qu'ils revendiquent depuis si longtemps... Pour gagner la paix sociale dans ces branches — où la masse salariale représente souvent moins de 10 % du prix de revient — le patronat est prêt à cette concession ; à quelques conditions : gagner un accord des syndicats à sa politique antigrevé, leur faire cautionner une politique de contrats salariaux, leur faire accepter aussi des mesures de lutte contre l'absentéisme... Le CNPF, quant à lui, avait ajouté récemment une condition supplémentaire : que les concessions aux travailleurs postés n'aient pas une valeur d'exemple trop forte. D'où la suspension de toute négociation dans ces branches durant la longue « négociation » sur l'aménagement de la durée du travail...

En dissociant ainsi le sort des travailleurs postés, le patronat pourrait gagner sur tous les tableaux : désamorcer le mécontentement des travailleurs postés, et banaliser leur situation en la faisant assimiler comme donnant droit « tout simplement » à quelques « avantages particuliers ». Alors que la revendication la plus importante pour eux est de voir disparaître le travail de nuit ! Alors qu'il serait parfaitement possible, à condition de ne pas tout faire tourner autour de la recherche du profit, de diminuer leur temps de travail beaucoup plus massivement : ainsi, tant que la technologie actuelle n'est pas remplacée par une autre, un gouvernement des travailleurs pourrait parfaitement décider que tout travail en postes compte double (soit 20 heures effectives égalant 40 heures !).

En fait, les arguments économi-

ques donnés par la bourgeoisie ont un but tout à fait prosaïque : détourner les travailleurs de leurs revendications les plus légitimes.

Les arguments tirés de la comparaison avec les autres pays, ainsi que le chantage à la concurrence internationale, ne valent pas plus cher.

## L'OBJECTIF DES 35 HEURES EST COMMUN A TOUS LES TRAVAILLEURS D'EUROPE

Pour freiner la lutte pour la réduction du temps de travail, la bourgeoisie utilise de vagues mais incessantes comparaisons entre les travailleurs français et les autres classes ouvrières d'Europe. Elle veut ainsi faire croire que les travailleurs français auraient déjà des avantages tels qu'il serait, à moins de faillite, impossible de réaliser en France la semaine de 35 heures.

Cet argument, remarquons-le, est pratiquement laissé sans réponse par les directions de la CGT et de la CFDT : jamais elles ne se sont employées à montrer la similitude de situation de la majorité des travailleurs européens.

Pourtant, les faits sont là.

● Le temps de travail hebdomadaire

moyen est à peu près le même dans les pays de la CEE (Communauté économique européenne). (Voir tableau ci-contre.)

Il en est d'ailleurs, de même en ce qui concerne le temps de travail dans les industries manufacturières de divers pays capitalistes. Sauf dans le cas de la Suisse, où la classe ouvrière est composée pour les trois-quarts d'immigrés (Italiens, Espagnols, Turcs...) et dans le cas de la Grande-Bretagne, qu'on ne peut tout de même pas aujourd'hui présenter comme un modèle de « rentabilité »... (Voir tableau n° 2.)

● Une comparaison entre les gains horaires des travailleurs européens traduit la même relative homogénéité. Le coût d'un travailleur français, à l'inverse de ce que laisse entendre la propagande bourgeoise, est très proche du coût moyen des travailleurs européens. Et les coûts de la main-d'œuvre des divers pays capitalistes, d'ailleurs, sont relativement proches les uns des autres; (Voir tableau n° 3.)

Un argument-clé de la propagande chauvine de la bourgeoisie se trouve donc ainsi ruiné : en fait un patron de RFA peut actuellement se payer trois travailleurs allemands pour un prix équivalent à celui de quatre travailleurs français...



## C'EST DANS TOUTE L'EUROPE, TOUT DE SUITE, POUR TOUS, QUE LA SEMAINE DE 35 HEURES EST D'ACTUALITE.

Aucun argument ne doit nous détourner d'une lutte indispensable pour tous les travailleurs, en France comme Europe. Trop d'occasions, déjà, ont été gachées. Par exemple, la longue grève de cinq semaines des sidérurgistes allemands pour les 35 heures en novembre-décembre 1978, quelques semaines avant la lutte des sidérurgistes français. Ou encore, la lutte des travailleurs de la FIAT, à Turin, en octobre 1980, sur laquelle les directions syndicales françaises ont maintenu le silence le plus épais...

La question n'est pas d'attendre le meilleur moment : le premier pays qui commencera à lutter pour les 35 heures doit pouvoir compter sur les autres travailleurs d'Europe.

Et c'est pour cela que la IV<sup>e</sup> Internationale propose, dans tous les syndicats ouvriers, des rencontres entre travailleurs de tous les pays, pour préparer cette lutte et mettre en échec les plans de la bourgeoisie.